

DIAL 3542

# BRÉSIL - Lettre aux amis et amies de l'étranger

Frei Betto

vendredi 31 juillet 2020, mis en ligne par [Dial](#)

*Cette lettre de Frei Betto sur la situation au Brésil a été diffusée dans différents médias brésiliens, et en particulier sur le site [Carta Maior](#), le 17 juillet 2020. Frère dominicain, Frei Betto est écrivain, conseiller de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (ONUAA ou FAO) et de mouvements sociaux.*

---

Chers amies et amis,

Au Brésil, un génocide est en cours ! Au moment où j'écris, le 16 juillet, le Covid-19, qui est apparu ici en février de cette année, a déjà tué 76 000 personnes. Il y a déjà près de 2 millions de personnes infectées. Le dimanche 19 juillet, nous atteindrons 80 000 morts. Il est possible que maintenant, lorsque vous lisez cet appel dramatique, nous ayons déjà atteint 100 000 personnes.

Quand je me souviens que pendant la guerre du Vietnam, en 20 ans, 58 000 vies de militaires états-uniens ont été sacrifiées, je mesure la gravité de ce qui se passe dans mon pays. Cette horreur provoque l'indignation et la révolte. Et nous savons tous que des mesures conservatoires et restrictives, adoptées dans tant d'autres pays, auraient pu empêcher un tel nombre de morts.

Ce génocide n'est pas le résultat de l'indifférence du gouvernement Bolsonaro. C'est intentionnel. Bolsonaro est satisfait de la mort des autres. Lorsqu'il était député fédéral, lors d'un entretien télévisé en 1999, il avait déclaré : « En votant, vous ne changerez rien dans ce pays, rien, absolument rien ! Cela ne changera, malheureusement, que si un jour nous allons à une guerre civile ici, et faisons le travail que le régime militaire n'a pas fait : tuer quelque 30 000 personnes ».

En votant en faveur de la destitution de la présidente Dilma, il a offert son vote à la mémoire du tortionnaire le plus notoire de l'armée, le colonel Brillhante Ustra.

Parce qu'il est à ce point obsédé par la mort, l'une de ses principales politiques gouvernementales est de libérer le commerce des armes et des munitions. Interrogé à la porte du palais présidentiel pour savoir s'il ne se souciait pas des victimes de la pandémie, il a répondu : « Je ne crois pas à ces chiffres » (27 mars, 92 morts) ; « Nous mourrons tous un jour » (29 mars, 136 morts) ; « Et alors ? Que veux-tu que je fasse ? » (28 avril, 5 017 décès).

Pourquoi cette politique nécrophile ? Dès le début, il a déclaré que l'important n'était pas de sauver des vies, mais l'économie. D'où son refus de déclarer un confinement, de se conformer aux directives de l'OMS et d'importer des respirateurs et des équipements de protection individuelle. La Cour suprême a dû déléguer cette responsabilité aux gouverneurs et aux maires.

Bolsonaro n'a même pas respecté l'autorité de ses propres ministres de la santé. Depuis février, le Brésil en a eu deux, tous deux licenciés pour avoir refusé d'adopter la même attitude que le président. Maintenant, à la tête du ministère, se trouve le général Pazuello, qui ne comprend rien aux questions

sanitaires ; il a tenté de cacher les données sur l'évolution du nombre de victimes du coronavirus ; il a employé 38 militaires dans des fonctions clés du ministère, sans les qualifications requises ; et il a annulé les entretiens quotidiens qui donnaient des conseils à la population.

Il serait fastidieux d'énumérer ici combien de mesures visant à libérer des ressources pour aider les victimes et les familles à faible revenu (plus de 100 millions de Brésiliens) n'ont jamais été mises en œuvre.

Les raisons de l'intention criminelle du gouvernement Bolsonaro sont évidentes. Laisser les personnes âgées mourir pour économiser les ressources de la sécurité sociale. Laisser mourir ceux qui étaient déjà frappés par des maladies préexistantes pour économiser les ressources du SUS, le Système national de santé. Laisser les pauvres mourir pour économiser les ressources de la Bourse famille (*Bolsa Família*) et d'autres programmes sociaux pour les 52,5 millions de Brésiliens vivant dans la pauvreté et les 13,5 millions qui vivent dans l'extrême pauvreté (Données du gouvernement fédéral).

Insatisfait de ces mesures meurtrières, le président a désormais opposé son veto, dans le projet de loi approuvé le 3 mars, à la partie qui obligerait à l'utilisation de masques dans les établissements commerciaux, les édifices religieux et les établissements d'enseignement. Il a également opposé son veto à ce que des amendes soient imposées à ceux qui enfreignent les règles et à l'obligation du gouvernement de distribuer des masques aux plus pauvres, principales victimes du Covid-19, et aux prisonniers (750 000 personnes). Ces vetos, cependant, n'annulent pas les lois locales qui établissent déjà l'utilisation obligatoire d'un masque.

Le 8 juillet, Bolsonaro a annulé des extraits de la loi approuvée par le Sénat qui exigeait que le gouvernement fournisse de l'eau potable, des matériaux d'hygiène et de toilette et des installations Internet et distribue des paniers alimentaires, des semences et des outils agricoles aux villages indiens. Il a également opposé son veto aux fonds d'urgence pour la santé des Indiens, ainsi que pour faciliter l'accès des Indiens et des *quilombolas* à une aide d'urgence de 600 reais (100 euros ou 120 dollars) pendant trois mois. Il a également opposé son veto à l'obligation du gouvernement d'offrir plus de lits d'hôpital, de ventilateurs et d'appareils d'oxygénation du sang aux peuples indiens et aux *quilombolas*.

Les Indiens et les *quilombolas* ont été décimés par la dévastation socio-environnementale croissante, en particulier en Amazonie.

Veillez faire connaître autant que possible ce crime contre l'humanité. Les dénonciations de ce qui se passe au Brésil doivent atteindre les médias de votre pays, les réseaux sociaux, le Conseil des droits de l'homme des Nations unies, à Genève, et la Cour internationale de La Haye, ainsi que les banques et les entreprises qui abritent ces investisseurs tant convoités par le gouvernement Bolsonaro.

Bien avant que le journal *The Economist* ne le fasse, sur les réseaux sociaux, j'ai traité le président de « BolsoNero » - pendant que Rome brûle, il joue de la lyre et promeut la chloroquine, un médicament sans efficacité reconnue scientifiquement contre le nouveau coronavirus. Cependant, ses fabricants sont des alliés politiques du président...

Je vous remercie de votre intérêt bienveillant pour diffuser cette lettre. Seule une pression venue de l'étranger pourra arrêter le génocide qui sévit dans notre Brésil bien-aimé et merveilleux.

Fraternellement,

Frei Betto.

- Traduction d'Alain Durand pour Dial.
- Source (portugais) : [Carta Maior](#), 17 juillet 2020.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, le traducteur, la source française (Dial - [www.dial-infos.org](http://www.dial-infos.org)) et l'adresse internet de l'article.